



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 17/07/2025

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GOUBAUD (ETS)

Beaulieu
BEAUPRÉAU
49600 Beaupréau-En-Mauges

Références :2025_07_16 Rapport Inspection ETS GOUBAUD

Code AIOT : 0054900121

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement GOUBAUD (ETS) implanté Beaulieu BEAUPRÉAU 49600 Beaupréau-en-Mauges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GOUBAUD (ETS)
- Beaulieu BEAUPRÉAU 49600 Beaupréau-en-Mauges
- Code AIOT : 0054900121
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Élevage de pintades reproductrices et couvoir.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|------------------------------------|--|--|-----------------------|
| 3 | Recensement des risques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8-I | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 10 | Stockage et rétention | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 13 | Collecte et stockage des effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 14 | Mise à jour du plan d'épandage | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 19 | Surveillance du traitement | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 38 | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Conformité de l'installation à la demande d'autorisation | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3 | Sans objet |
| 2 | Intégration dans le paysage et propreté | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 | Sans objet |
| 4 | Nature et risques des produits | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9 | Sans objet |
| 5 | Propreté – Insectes – Rongeurs | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10 | Sans objet |
| 6 | Stockage des effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II | Sans objet |
| 7 | Accessibilité de l'installation | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 | Sans objet |
| 8 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | Sans objet |
| 9 | Installations électriques et techniques – Plans – FDS | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 | Sans objet |
| 11 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 | Sans objet |
| 12 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19 | Sans objet |
| 15 | Site de traitement spécialisé | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30 | Sans objet |
| 16 | Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I | Sans objet |
| 17 | Déchets et sous-produits animaux | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34 | Sans objet |
| 18 | Élimination des déchet, médicaments vétérinaires et sous-produits | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35 | Sans objet |
| 20 | Mise en œuvre des MTD | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 | Sans objet |
| 21 | Émissions atmosphériques d'ammoniac | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le registre des risques est présent, il doit être complété. Les réseaux de collecte des effluents sont à joindre sur un plan au registre des risques. La rétention des produits dangereux est incomplète. La prochaine analyse des effluents traités du couvoir doit prendre en compte le flux journalier. Des modifications sont en cours sur les terres annexées au plan d'épandage de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Une convention d'épandage peut être nécessaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3 |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |
| Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation. |
| Constats : L'installation est exploitée conformément au dernier dossier déposé, aucune modification n'a été apportée au fonctionnement de l'élevage et du couvoir. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 |
| Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. |
| Constats : Les installations sont bien intégrées dans le paysage. Il a été constaté un bon état d'entretien des abords des bâtiments. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Recensement des risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8-I |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes). |

L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.

L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.

L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.

Constats :

Un registre des risques est présent sur l'installation, il doit être complété.

Ce plan doit permettre d'avoir une vue d'ensemble du site avec tous les bâtiments. Les zones de stockage de produits dangereux (hydrocarbure, acide, désinfectant etc...) doivent être représentés.

Les moyens de défense contre l'incendie doivent figurer, ainsi que les vannes de barrage électriques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Nature et risques des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.

Constats :

Les fiches de données sécurités des produits dangereux utilisés dans l'installation sont présentes dans le registre des risques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.

| |
|---|
| Constats : |
| Il a été constaté un bon état d'entretien des locaux. Un contrat de dératisation est en place et renouvelé annuellement. Les différentes interventions sont enregistrées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Stockage des effluents

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p> <p>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Il n'y a pas de stockage d'effluent d'élevage sur le site. La majorité des fientes et les fumiers sont régulièrement évacués vers une station de compostage régulièrement autorisée. Une partie des fientes est dirigée vers un second site à La Gariolière LA SEGUINIÈRE pour être compostées avec les coquilles hygiénisées.</p> <p>Les eaux de lavages des bâtiments d'élevage sont directement épandues ou exportées vers une entreprise spécialisée lors des vides sanitaires.</p> <p>Les eaux de lavage du couvoir sont traités dans un décanteur avant de rejoindre le milieu naturel.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Accessibilité de l'installation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a</p> |

| |
|---|
| <p>aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'installation dispose de parking pour les véhicules visiteurs. L'accès au site est facilement accessible aux services de secours, directement depuis la route départementale.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> |

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>La défense interne contre l'incendie est correctement assurée par la présence d'extincteurs régulièrement contrôlés (vérification 28/02/25) adaptés aux risques à défendre et répartis sur l'ensemble des bâtiments.</p> <p>La défense externe contre l'incendie est réalisée avec un étang à moins de 200 mètres du risque à défendre.</p> <p>Les consignes de sécurité et numéros d'appels d'urgences sont affichés à l'entrée des vestiaires.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 9 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le contrôle des installations électriques est réalisé annuellement. Le dernier contrôle a été effectué le 25/09/2024.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 10 : Stockage et rétention

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> |

I. Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.

L'exploitant veille au bon état des rétentions.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

II. Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient ;
- 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.

Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022.

Constats :

Les hydrocarbures, les produits désinfectants, de nettoyage , les acides, etc... sont stockés au niveau du local des 2 groupes électrogènes. Une partie des fûts est en rétention sur un bac. Tous les produits ne sont pas en rétention.

L'aménagement de ce local est à revoir pour mettre tous les bidons en rétentions.

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 11 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'alimentation en eau du site est uniquement assuré par 2 forages. Les relevés de consommation sont régulièrement réalisés. La consommation d'eau sur l'année 2024 est de 6242 m3.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé</p> |
| <p>Constats :</p> <p>les deux têtes de forages sont correctement protégées.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Collecte et stockage des effluents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de</p> |

| |
|--|
| l'environnement, spécialité installations classées. |
| Constats : Les eaux de lavage, principalement le couvoir sont collectées et dirigées vers le système de traitement par décantation. Il est nécessaire de réaliser un plan complet des réseaux d'eaux usées de l'installation et de les matérialiser sur le plan présent au registre des risques. La connaissance des réseaux permet d'intervenir rapidement en cas de dysfonctionnement ou d'accident. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 14 : Mise à jour du plan d'épandage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues. |
| Constats : Le plan d'épandage joint à l'arrêté d'autorisation comporte une surface de 30 ha qui était exploitée par les Ets GOUBAUD en propre. Cette situation est en cours d'évolution. Environ 8 ha à La Gariolière sont conservés actuellement, le reste des surfaces devant prochainement être reprises par un exploitant extérieur. Si vous souhaitez conserver le bénéfice de l'épandage des surfaces validées dans votre arrêté vous devez signer une convention de reprise des effluents avec cette personne. Ces éléments devront faire l'objet d'un porté à connaissance auprès de la préfecture. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 15 : Site de traitement spécialisé

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30 |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |

| |
|--|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La majorité des effluents (fientes et fumier) sont exportés vers la plateforme de compostage de la SARL L'AVRESNE. Pour l'année 2024, 1067 tonnes de fientes et 155 tonnes de fumiers ont été exportés.</p> <p>Le reste des fientes est composté avec les coquilles hygiénisées sur le site de la Gariolière par vos soins (264 tonnes).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 16 : Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments sont correctement ventilés.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.</p> <p>En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont prosrites.</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ; - dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées. |
| <p>Constats :</p> <p>Il n'a pas été constaté d'odeur sur le site.</p> <p>Les voies de circulation autour des bâtiments sont goudronnées ou empierrées, le reste des abords est enherbé et régulièrement entretenu. Il n'a pas été constaté d'accumulation de poussières aux abords des bâtiments. Une clôture est présente autour du site.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 17 : Déchets et sous-produits animaux

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p> |

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.</p> <p>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.</p> <p>Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.</p> <p>Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Un caisson fermé est présent pour stocker les cadavres d'animaux adultes et les poussins morts lors des éclosions au couvoir. Ce caisson est évacué tous les 2 jours vers l'équarrissage.</p> <p>Un congélateur est présent pour stocker les cadavres de petite taille morts en cours d'élevage dans les poussinières.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 18 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.</p> <p>Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.</p> <p>Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015.</p> <p>Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les déchets sont éliminés ou recyclés dans des filières autorisées.</p> <p>Les coquilles d'œufs provenant des éclosions sont traitées par le système ovoconcept à la chaux</p> |

| |
|---|
| <p>vive afin d'être hygiénisées. Elles sont ensuite compostées avec des fientes pour être commercialisées en amendement organique de type NFU 44051.</p> <p>Les œufs clairs écartés lors du mirage sont mis en alvéoles et palétisés. Ils sont repris par la société VALLOEUFS. Ils sont classés en sous-produits animaux de catégorie 3 3, valorisé en alimentation animale.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 19 : Surveillance du traitement

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 38</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Dossier</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 28.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas d'un traitement aérobique d'effluents d'élevage liquides, le descriptif de l'installation de traitement, tenu à jour ; - le cahier d'exploitation tenu à jour, dans lequel sont reportés les volumes et tonnages de matières et effluents entrants et sortants à chaque étape du processus de traitement ; - les bilans matière annuels relatifs à l'azote et au phosphore. <p>Le préfet définit la fréquence et les modalités techniques de prélèvement et d'analyse.</p> <p>L'ensemble de ces éléments est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les eaux de lavage issu du couvoir sont traitées par un système de décantation. Vous réalisez une analyse par an sur le rejet au milieu. Les différents paramètres à respecter sont définis dans l'arrêté de prescriptions couvoir du 10/02/2005 (article 5.5).</p> <p>Les résultats semblent satisfaisants, mais l'interprétation complète n'est pas possible dans la mesure où les valeurs de rejet (MES-DBO5-DCO) varient en fonction du flux journalier.</p> <p>Une mesure du volume de rejet sur 72 heures doit être réalisée lors du prochain échantillonnage.</p> <p>Concernant le compost produit sur le site de La Gariolière , vous réalisez 2 analyses par an au vu du volume produit. Les résultats d'analyses respectent la norme NFU 44051/3.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 20 : Mise en œuvre des MTD

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Dossier</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de</p> |

| |
|---|
| <p>l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les MTD validées dans le dossier de réexamen sont respectées.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 21 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Dossier</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »</p> <p>Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La déclaration des émissions polluantes sur GEREPE est réalisée annuellement</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |